

ISLAMO-FASCISME :

9

DÉFINITION, UTILISATION, SOUTIENS ET
ACTIONS DANS LES ENTREPRISES ET LES
QUARTIERS

OCTOBRE 2016

DOCUMENT DE TRAVAIL

1 €

0,5 £

1 US\$

30 CZK

75 Rs

AVERTISSEMENT

Nous remercions Monsieur G. Bouvin qui, en tant qu'éditeur responsable, nous permet de publier et de diffuser légalement cette publication. Nous précisons que Monsieur G. Bouvin n'est pas responsable du contenu politique des articles et plus généralement des positions programmatiques défendues dans notre presse.

PRÉSENTATION

Ce document n'est publié pour l'instant qu'en français et en anglais et en tant que document de travail. Le texte est arrivé à maturité, c'est pourquoi nous le livrons, sous forme de document de travail, à la critique des camarades sans attendre d'autres développements de la situation. Critique dont nous tiendrons compte dans la publication éventuelle d'une autre brochure qui sera, alors, traduite dans plusieurs langues, comme à l'accoutumée.

CONTACTS

Kolektivně **proti** kapitálu

Consulter le site : <http://protikapitalu.org/>

Mouvement Communiste

Attention : nous n'avons plus de boîte postale, veuillez donc adresser toute correspondance à : postmaster@mouvement-communiste.com.

Consulter le site : <http://www.mouvement-communiste.com>

TABLE DES MATIERES

<u>PRÉSENTATION</u>	3
<u>CRITÈRES DE DÉFINITION DU FASCISME</u>	3
RELATION AUX CORPS INTERMÉDIAIRES	3
NATIONALISME ÉCONOMIQUE	4
VIOLENCE EXTRA LÉGALE	4
NEGATION DU CONFLIT DE CLASSES.....	4
REMARQUES	4
ÉLECTIONS.....	4
LEADER CHARISMATIQUE.....	4
<u>APPLICATION À L'ISLAMO-FASCISME</u>	5
PREAMBULE.....	5
RELATION AUX CORPS INTERMÉDIAIRES	5
NATIONALISME ÉCONOMIQUE	5
VIOLENCE EXTRA LÉGALE	6
NEGATION DU CONFLIT DE CLASSES.....	6
INTÉRIEUR/EXTÉRIEUR (COMMUNAUTÉ NATIONALE).....	6
INTERCLASSISME	6
NATIONALISME EXACÉRBE.....	6
PROBLÈME DU SUNNISME	6
POINTS PARTICULIERS.....	7
ANTICAPITALISME DE FAÇADE	7
MÉLANGE MODERNITÉ/REACTION.....	7
QUESTION DES FEMMES.....	8
LES FRÈRES MUSULMANS	8
<u>L'UTILISATION DE L'ISLAMO-FASCISME</u>	8
GUERRE DE CIVILISATIONS ?	8
NOUVEL ANTIFASCISME.....	9
<u>LES SOUTIENS DE L'ISLAMO-FASCISME</u>	9
LUTTE CONTRE L'ISLAMOPHOBIE	10
CONTRE RÉVOLUTION FASCISTE ET IDIOTS UTILES	10
<u>L'ISLAMO-FASCISME EN ACTION</u>	13
L'ISLAMO-FASCISME SUR LES LIEUX DE PRODUCTION.....	13
SNCF.....	13
RATP.....	14
AIR FRANCE.....	14
SERVAIR	14
BILAN.....	15
L'ISLAMO-FASCISME SUR LES LIEUX DE REPRODUCTION : L'EXEMPLE DE MOLENBEEK	16

DE QUOI PARLE-T-ON ?.....	16
UN PASSE INDUSTRIEL.....	16
DES ANNEES 1960 A NOS JOURS	16
HISTOIRE D'UNE IMMIGRATION.....	17
TERRE D'ISLAM ?.....	17
AUJOURD'HUI.....	18

PRÉSENTATION

Cela fait plusieurs années que nous utilisons le concept d'islamo-fascisme pour désigner une des composantes de l'islam politique¹. Il est donc nécessaire, si on ne veut pas le considérer comme un concept creux et incantatoire, de le définir précisément. Pour cela, nous allons vérifier à l'aune des critères que nous avons identifiés (cf. Brochure « *Démocratie et Fascisme : Deux formes politiques unifiées de la dictature du Capital* ») que la notion d'islamo fascisme est pertinente. Ensuite, nous allons éclairer quelques points de la pratique des mouvements (qui s'en réclament) et des États déjà constitués (l'Iran par exemple) ainsi que la nature des soutiens qu'ils recueillent (dont un des aspects est la lutte contre « l'islamophobie »). Le texte aborde également la convergence idéologique et organisationnelle entre islamo-fascistes et islamo-gauchistes qui mêlent la défense d'une religion opprimée ou du djihad armé, au nom d'une supposée lutte anticoloniale, antiraciste et anti-impérialiste.

Enfin, une des composantes, de l'islamo-fascisme étant son lien avec la religion, nous aborderons cet aspect en renvoyant le lecteur à des textes déjà publiés :

« À propos des questions posées par l'assassinat de Théo Van Gogh » (lettre n°14 de novembre 2004)

« L'attaque contre Charlie Hebdo impose au prolétariat de se charger directement et sans tarder de la lutte sans merci contre le fanatisme religieux violent qui renforce l'État et qui accroît la division au sein des exploités et des opprimés » (Bulletin n°7 du 07 janvier 2015)

« Combattre la supercherie du discours guerrier de l'État. La guerre de classe est la seule réponse possible aux assassins de masse Ni dieux, ni maîtres, ni États, ni patrons » (tract du 15 novembre 2015)

Ainsi que celui de Lénine « De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion » (du 13 mai 1909) à titre d'analyse détaillée des problèmes liés à la religion au sein du mouvement ouvrier.

CRITÈRES DE DÉFINITION DU FASCISME

Nous donnons ci-après les critères d'identification des régimes et mouvements fascistes (dans un ordre différent de celui de la brochure « Démocratie fascisme ») par ordre d'importance. Ces critères sont basés sur l'analyse des régimes historiques fondateurs le fascisme italien et le nazisme allemand. Dans la brochure déjà citée, nous avons étendu cette caractérisation au régime stalinien russe². Ces critères issus de l'analyse des régimes aboutis (arrivés au pouvoir) s'appliquent également aux mouvements aspirant à arriver au pouvoir ou à ceux qui s'en revendiquent.

Relation aux corps intermédiaires

Contrairement à la démocratie, les corps intermédiaires de la société civile (partis politiques, syndicats, associations) sont soit détruits, soit absorbés (et vidés de leur contenu original) par les États fascistes. Il ne peut exister de corps intermédiaires en dehors des structures de l'État fasciste. Ceci vaut particulièrement pour les syndicats qui deviennent un des piliers de l'État.

¹ Toutes les composantes de l'islam politique ne sont donc pas fascistes comme, par exemple, l'AKP turc.

² Dans d'autres travaux, ces critères nous avaient permis d'analyser ainsi le péronisme argentin (Document de travail n°5).

Nationalisme économique

Les régimes fascistes augmentent l'intervention de l'État et se dirigent vers l'autarcie. Ils réorganisent l'économie en fusionnant des entreprises. Ils établissent des mesures protectionnistes (monopole du commerce extérieur, contrôle des changes).

Violence extra légale

Soit pendant la montée vers le pouvoir, soit même une fois au pouvoir (et même si de nouvelles lois sont mises en place), l'utilisation de la violence extra-légale pour régler les conflits restent consubstantiels aux régimes fascistes.

Négation du conflit de classes

Contrairement à la démocratie qui se nourrit de ces conflits, le fascisme les nie. Le fascisme ne comprend pas l'utilité du moteur de la lutte des classes pour le développement capitaliste.

Intérieur/Extérieur (communauté nationale)

Conséquemment, le fascisme doit définir un « intérieur » (Communauté nationale où tout est contrôlé pour atteindre le « bonheur national ») et un « extérieur » (où tous les « étrangers » doivent être repoussés et anéantis)

Interclassisme

Lors de la montée vers le pouvoir, les mouvements fascistes, incorporent des membres de toutes les classes de la société civile y compris des ouvriers (que ce soit en bloc ou en tant qu'individus).

Nationalisme exacerbé

La communauté nationale a besoin d'un ciment au-delà de l'identification des « étrangers » et celui-ci est le nationalisme. S'il n'existe pas de façon évidente, on le conforte en allant chercher des justifications dans l'histoire la plus reculée en invoquant ses grandeurs qu'il faut restaurer.

Remarques

Élections

L'attitude vis-à-vis des élections après la prise du pouvoir couvre un spectre étendu qui ne permet pas d'en faire un critère commun. De l'interdiction des élections (Allemagne, Italie), des élections avec opposition fictive (URSS, pays de l'Est), des élections contrôlées (Iran) aux élections libres et « musclées » (Argentine), les variantes sont nombreuses. De même, certains régimes autoritaires ou dictatures militaires passées ou présentes ont eu plusieurs attitudes différentes vis-à-vis des élections.

Leader charismatique

Les régimes fascistes ont tous eu un leader charismatique les personnifiant (Hitler, Mussolini, Staline, Perón, Mao, etc.) mais ce n'est pas leur apanage : les régimes bonapartistes ou les dictatures classiques ont souvent eux-aussi été personnifiés par un dirigeant symbole.

APPLICATION À L'ISLAMO-FASCISME

Préambule

Il ne s'agit pas d'un catalogue exhaustif de tous les mouvements islamo-fascistes mais bien d'une méthode dont on vérifie l'application. Le paradigme des régimes islamo fascistes est bien sûr le régime des mollahs en Iran mais on peut y inclure aussi ceux issus du Baasisme (Syrie, Irak, Égypte ou leur cousin du FLN algérien) où la fusion de l'appareil d'État (particulièrement l'Armée), du parti et du syndicat uniques, rappelait leur alignement sur le modèle stalinien russe.

Néanmoins, même à cette époque, ces régimes ne se sont pas opposés à l'Islam et l'ont toujours ménagé. Tout naturellement, lorsque les liens ont commencé à se distendre avec l'URSS, ils ont considérablement soutenu le retour au premier plan de l'Islam quitte dans le cas de l'Algérie à ce que l'armée livre une guerre civile sans merci contre le FIS de 1992 à 2002. Ce modèle visait la création d'économies postcoloniales modernes, dotées d'un secteur industriel puissant, d'un marché intérieur unifié et d'un État laïc fort, tout en ne s'opposant pas de front à l'Islam³.

Ce projet a été miné par l'effondrement progressif du bloc russe et par l'émergence, sur les décombres des luttes de libération nationale, d'une caste dirigeante parasitaire, corrompue, despotique et inefficace. Par ailleurs, dans le cas de la Syrie et de l'Irak, le régime s'est appuyé sur les minorités religieuses contre la majorité de la population (alaouites, chrétiens, ismaéliens et druzes en Syrie, contre la majorité sunnite ; sunnites en Irak, contre la majorité chiite).

Relation aux corps intermédiaires

Il est clair aux exemples de régimes cités plus hauts que les corps intermédiaires ne peuvent exister de façon indépendante du régime (ou alors dans la clandestinité) que ce soit pour les partis, les syndicats ou les associations.

Nationalisme économique

L'Iran, principal exemple abouti, a maintenu pendant 35 ans le monopole du commerce extérieur, le contrôle des changes et tenté un développement capitaliste autonome (en fait, compte-tenu de l'embargo et des faibles capacités techniques locales, il s'est vite limité au maintien de l'existant).

Après la révolution de 1979, la nouvelle classe dirigeante de l'Iran a tenté de nationaliser l'économie non pas seulement par l'étatisation des entreprises, mais en s'abstrayant ou tentant de s'isoler du marché mondial (sinon des marchandises, du moins du crédit). Ce nationalisme explique aussi l'adhésion importante de la population et pas seulement des classes solidaires avec le régime, comme par exemple les marchands du *Bazar*. En instaurant le monopole du commerce extérieur, en contrôlant les importations, en tentant un développement autonome et en ne s'appuyant que sur le pétrole comme grand pourvoyeur de capitaux additionnels, l'Iran des mollahs a tenté de construire, à son propre niveau, une sorte de « socialisme dans un seul pays » comme l'avaient tenté auparavant l'URSS stalinienne et la Chine maoïste.

Sans aller jusqu'à ce qui a été accompli en Iran, les régimes bassistes et le FLN ont toujours maintenu un nationalisme économique fort surtout dans les industries extractives et principalement pour le gaz et le pétrole dont les rentes en sont le principal revenu.

³ Par exemple en Algérie, dès sa première constitution, en septembre 1963, dans son article 4, l'Islam est reconnu comme religion d'État.

Violence extra légale

Là encore, inutile d'égrainer la liste des violences exercées par ces régimes contre la population en général, ses minorités ethniques ou religieuses et bien sûr la classe ouvrière.

Négation du conflit de classes

Intérieur/Extérieur (communauté nationale)

Il n'y a aucune base objective pour la constitution d'une telle communauté, ni des lois « raciales » qui auraient un fondement réel, ni des facteurs concrets qui définiraient le « bon » et « vrai » croyant. Reste donc à définir la communauté des croyants par la négative, par l'évocation du « bouc émissaire ». Ce dernier n'est autre que celui qui ne fait pas partie de cette communauté fictive, celui qui en est la négation visible, le stéréotype inversé. Pour la communauté de race et de sang des nazis, le bouc émissaire désigné était donc « le juif », peint avec toutes ses caractéristiques physiques, morales et religieuses caricaturales. Le port obligatoire de l'étoile comme signe visible de discrimination devait fournir la certitude de la différence d'avec le peuple germanique. L'ennemi intérieur et extérieur étant ainsi désigné, le membre de la communauté peut s'identifier à ce qu'il n'est pas. Dans le cas de la communauté musulmane fermée, « l'autre » ennemi est le « croisé », l'apostat, le mécréant... et bien évidemment le « juif » cosmopolite, traité de la même manière qu'il l'était par les nazis en dépit du vernis superficiel de la lutte contre le sionisme.

Interclassisme

Ce qui caractérise les pays où ont prospéré et prospère l'islamo-fascisme, c'est l'absence d'une classe bourgeoise autochtone capable de valoriser le capital dans leurs zones. L'industrie moderne (souvent d'ailleurs uniquement extractive) a été importé de l'extérieur ou par l'État (que ce soit celui du Shah ou les régimes bassistes).

Compte-tenu de la faiblesse numérique (mais pas de l'importance) des ouvriers dans ces pays, les régimes ont eu une attitude de contrôle préventif par les syndicats d'État ou répressif par la police (et les bras armés du régime, le Basij en Iran) si les ouvriers osaient faire grève et, pis encore, sortir dans la rue.

Nationalisme exacerbé

Là encore (même si la courte fusion Égypte-Syrie de 1958 à 1961 peut laisser penser le contraire), dans tous ces régimes le nationalisme, la défense de la nation attaquée par l'extérieur (et il n'y a pas que l'Israël comme ennemi extérieur) en constitue le ciment y compris par-dessus la religion.

Problème du sunnisme

Le sunnisme, contrairement au chiisme, ne conçoit pas l'État-nation comme base mais au contraire met en avant le concept islamique de l'umma, la communauté des croyants, et ce indépendamment de leur nationalité, de leurs liens sanguins et des pouvoirs politiques qui les gouvernent. Le terme est synonyme de *ummat islamiyya*, « la Nation Islamique ». Elle est donc supranationale et crée un nationalisme religieux islamique. En ce sens, elle correspond intégralement à la caractéristique des fascismes impliquant un nationalisme exacerbé et un expansionnisme géographique bâtis sur des mythes anhistoriques, des croyances qui n'ont aucune réalité actuelle ou même lointaine.

Points particuliers

Certains points particuliers ci-après permettent de préciser certains points communs entre les fascismes historiques.

Anticapitalisme de façade

La dénonciation de certaines formes spécifiques de fonction du capital peut aller du rejet du capital « *financier* », toujours perçu, d'après les idéologues fascistes de tous bords, comme parasitaire et cosmopolite, à la « *lutte contre l'impérialisme* » des pays concurrents. Invariablement, ceci aboutit à la défense du « *bon* » capital productif national, de propriété étatique ou privée. On peut retrouver ces idées fausses autant chez les fascistes classiques, les fascistes rouges staliniens, leur variante anti-impérialiste tiers-mondiste que chez les islamo-fascistes. Aujourd'hui en France l'idéologie économique nationaliste est embrassée à la fois par le Front National et le Front de Gauche, deux formations politiques qui partagent le protectionnisme, la sortie de l'Euro et l'interventionnisme étatique⁴.

Ces absurdités factuelles ne tiennent pas compte du lien organique dans le capitalisme mûr entre le crédit et l'investissement productif ainsi que de la détermination primordiale du marché mondial. La dénonciation partielle de certaines formes du capital est souvent tributaire des nécessités de l'heure. Lorsqu'un mouvement fasciste arrive au pouvoir, il doit savoir s'adapter aux besoins du capital social national quitte, comme dans « *la nuit des long couteaux* » (élimination en Allemagne, les 29 et 30 juin 1934, des principaux cadres de la S.A., par la S.S.), à supprimer ses tendances incontrôlables au profit de la construction d'un régime stable et d'une certaine rationalité capitaliste.

Ce type d'antagonisme existe aujourd'hui dans le régime islamo-fasciste iranien entre le sommet de l'État islamique et les « *Pasdaran* », structure militaire des « *gardiens de la révolution* » directement soumise à l'autorité du Guide de la Révolution, Ali Khamenei. Nous renvoyons le lecteur à notre lettre n°31, de décembre 2009, « *Iran : le grondement populaire souterrain fait surface* » dans laquelle nous expliquions la nature de deux piliers du régime les Pasdaran et le Basij.

Mélange modernité/réaction

Il en va ainsi pour les fascismes historiques de leur fascination pour le culte de la vitesse exprimé dans l'Italie mussolinienne dans le mouvement artistique du futurisme de Marinetti (qui était dès 1918 membre fondateur du regroupement fasciste) Un courant artistique qui a beaucoup servi le fascisme italien à ses origines. Cette modernité se retrouve également dans le nazisme et son utilisation avant-gardiste du cinéma comme moyen de propagande de masse (cf. « *Le triomphe de la volonté* » de Leni Riefenstahl, 1935, et « *Le juif Süß* » 1940, personnellement supervisé par Goebbels). L'art scénographique élaboré par le modernisme nazi se matérialise aussi dans les « *Jeux olympiques* » et autres manifestations océaniques à la gloire du régime. Le stalinisme reprendra à son compte le gigantisme de l'architecture nazie ainsi que plusieurs éléments des mises en scène des manifestations de masse. Mais le modernisme affiché ne va pas sans la sacralisation de la subalternité à l'homme de la femme et de la famille répandant une conception étriquée, moralisante et répressive de la sexualité et de l'éducation des enfants. Ce sont le « *Travail-Famille-Patrie* » du régime pétainiste de Vichy, et le non moins fameux « *KKK : Kinder -Küche- Kirche* » (Enfants-Cuisine-Église) des nazis.

⁴ Il est caractéristique des fascismes de ne pas avoir en propre un projet économique mais de s'adapter en fonction des phases du cycle économique et de l'air du temps idéologique.

Ces valeurs puritaines seront partagées par le stalinisme et, plus près d'aujourd'hui, par l'islamo-fascisme appliquant la charia – la loi islamique qui teint les rapports sociaux de sexisme, d'homophobie et plus largement de ségrégation généralisée. Pour l'islamo-fascisme, cette morale ultraréactionnaire n'est pas non plus incompatible avec l'utilisation moderne des technologies de communication, notamment, comme chez les nazis, dans la propagande et la guerre.

Question des femmes

La subordination des femmes constitue un pilier idéologique de l'islamo-fascisme. L'affirmation constante de leur servitude face aux hommes et la nécessité du contrôle de leur corps que ce soit par l'assignation à résidence ou la stigmatisation sexuelle des femmes « libres » ne manquent jamais d'être évoquées et mises en pratique, jusqu'à la lapidation dans certains cas. La haine des femmes, en théorie comme en pratique, exprime à lui seul le caractère réactionnaire abject de l'islam politique. En face, le courant dit du féminisme islamique, que ce soit au sein d'universités ou d'organisations politiques, et dans toute l'hétérogénéité dont il peut faire preuve, constitue à la fois un contre-sens et une réponse qui ne peut pas se dissoudre à l'horizon du communisme. D'une part, il s'agit supposément d'une tentative de réforme interne de l'islam : la relecture des sources religieuses viserait à valoriser un islam dit de paix et émancipateur. En fait, il ne s'agit de rien de plus que d'une volonté de consolidation de l'islam politique dans ses aspects « modérés » ou « modernes » supposément plus acceptables en Occident. D'autre part, ce courant ne fait qu'ajouter une mystification supplémentaire à l'oppression des femmes, constitutive de l'ADN de toutes les religions.

Les Frères musulmans

Ceux-ci, en Égypte⁵, par leurs nombreuses organisations caritatives, éducatives, etc. qui innervent la société civile, en constituent donc une partie. Pour l'instant, même si les ouvriers, en tant que classe, ne constituent pas leur base sociale et qu'ils condamnent les grèves et soutiennent les patrons (en général et en cas de conflit), les Frères ne rechignent pas à recruter les ouvriers mais en tant qu'individus. Cela ne les empêche pas d'essayer de noyauter les syndicats.

L'utilisation de l'Islamo-fascisme

Guerre de civilisations ?

En conséquence de l'affirmation de l'islam politique puis de l'islamo fascisme, les dirigeants des États occidentaux et leurs analystes ont commencé à parler de guerre de civilisations.

« *Nous sommes en guerre* » est une affirmation d'autant plus catastrophiste qu'elle n'est guère fondée. Elle relève du terrorisme d'État, de la préparation active, préventive, à la contre-révolution. Le « *nous* » fleure bon l'union nationale, condition indispensable à toute guerre réelle. Bien évidemment, l'ennemi n'est plus la barbarie germanique et ses casques à pointe. Préalable à toute guerre est la définition de l'ennemi. Un ennemi qui se doit d'être implacable, cruel, inhumain. Or, le califat sied parfaitement à cette description et, en plus, il est inoffensif au plan strictement militaire en dépit de ses odieux et lâches attentats contre des populations inermes.

⁵ Pour plus d'explications, nous renvoyons le lecteur à la brochure n°3 « *Égypte : compromis historique sur une tentative de changement démocratique* » (novembre 2011) et au document de travail n°7 « *Égypte : un coup d'état au nom du peuple et de la démocratie* » (octobre 2013).

Aucune armée étrangère ne défile sur les Champs Elysées, aucune tranchée n'empêche l'arrivée des envahisseurs à Verdun. Il faut donc organiser le spectacle de la guerre, l'armée dans les rues, les chars sur les places et autres lieux non-stratégiques. Les vrais lieux stratégiques, casernes, centres de commandements, nœuds de communications, centrales nucléaires, réserves de carburants, dépôts d'armes... ne sont nullement visés par les soldats d'opérette de l'islamisme politique violent.

Rien de mieux que de renforcer l'État et l'ensemble des appareils répressifs en adoptant des mesures liberticides propres à une situation réelle de guerre. Le « *nous sommes en guerre* » prépare la population à moins de libertés au nom de la (très) chère sécurité et du maintien de l'ordre capitaliste. Rendre permanent l'état d'urgence en l'inscrivant dans la Constitution comme l'a proposé Hollande (soutenu en cela par tout le monde, Marine Le Pen comprise) réalise un énième coup d'État « démocratique » dont la France a le secret depuis bien longtemps. Mais à quoi bon un coup d'État « démocratique » aujourd'hui ? L'opportunité de ces attentats saute aux yeux et a été utilisée abondamment pour militariser un peu plus les rapports sociaux, pour blinder davantage l'ordre capitaliste. Plus besoin de façonner une « *stratégie de la tension* » sophistiquée à l'italienne, puisque le prétexte du coup d'État « démocratique » a été fourni gratuitement et à domicile par une bande de canailles écervelées. Ainsi, accessoirement, les tueries de ces derniers permettent aux marionnettes étatiques de remonter dans les sondages électoraux.

Nouvel antifascisme

Une fois déclaré l'état d'urgence permanent, il faut réorganiser la société civile en conformité avec ceci et déterrer la vieille polarisation qui a largement servi pendant la deuxième guerre mondiale entre le fascisme agressif et l'antifascisme démocratique.

L'intérêt du frontisme « *républicain* » et/ou antifasciste est de réaliser des alliances qui en d'autres circonstances auraient paru incongrues ou impossibles. C'est uniquement en de tels contextes que l'on peut voir l'électorat de « *gauche* » voter pour la « *droite* », comme aujourd'hui, et les gaullistes fraterniser avec les staliniens, comme hier. La reconstitution guerrière de la sacro-sainte union nationale est la négation pratique, forcée, de la lutte de classes. Le fascisme, et ce également dans sa variante islamique, est alors présenté comme une excroissance pathologique et perverse, un mal absolu – la bête immonde – face auquel toute autre opposition doit s'effacer, pour présenter le front uni des citoyens responsables et patriotes. Ce front est par essence interclassiste, et, c'est pourquoi, la gauche communiste d'Italie avait pu affirmer en son temps que : « *L'antifascisme est le pire produit du fascisme.* »

LES SOUTIENS DE L'ISLAMO-FASCISME

Le principe qui sous-tend fondamentalement les indulgences et le soutien aux régimes ou mouvements islamo-fascistes n'est qu'une extension du principe appliqué déjà à la classe ouvrière : les opprimés ne peuvent pas être oppresseurs. Lorsque ce principe s'applique aux immigrés en général⁶ et qu'il se couple à la religion opprimée, l'Islam (réduit ici aux différentes variantes de sa composante sunnite), censée n'être que celle des opprimés, alors tout est permis.

Dans cette continuité, s'agrègent alors des anciennes pratiques qui vont de l'empathie antiraciste contre l'islamophobie, l'anti-impérialisme recyclé et bien sûr l'antisémitisme.

⁶ Voir les événements de Cologne in « *Cologne : les attaques contre les femmes sont le produit du patriarcat et font le jeu des racistes anti-immigrés* » bulletin MC/KpK n°9, 1^{er} février 2016.

Lutte contre l'islamophobie

Au-delà du mot source de confusion (il n'y a pas de peur, mais haine de l'Islam de façon indifférenciée⁷), ceux qui ont inventé ce concept, s'en servent pour empêcher toute critique de l'Islam (et par là, toute critique de toutes les religions) au prétexte que l'Islam serait la religion des opprimés dans les pays avancés du capitalisme mais aussi, pour les plus apologétiques, dans les pays où l'Islam est la religion dominante, et que les opprimés sont par essence immunes de toute capacité d'oppression. D'une part, ici, les différences de classe existent au sein de la population cataloguée musulmane (même si les prolétaires en constituent la plus grande partie) et l'omission du caractère de classe n'a pour but que de diviser, un peu plus, le prolétariat.

D'autre part, là-bas, comme nous l'écrivions dans un tract, après les attentats du 11 septembre 2001⁸ : *« Le drame est que cette idéologie éminemment réactionnaire – expression de la faillite des classes dominantes de ces régions à créer les bases économiques et sociales d'un capitalisme moderne – bien loin de fournir un cadre adéquat à la révolte légitime des opprimés, les enferme dans un combat suranné, dont le seul véritable but est de subordonner encore davantage les opprimés « croyants » à l'ensemble des classes dominantes « musulmanes ». Qu'y a-t-il de commun entre le jeune chômeur de Gaza ou d'Alger et les milliardaires du Golfe ou les classes dominantes des États de la région, hormis leur appartenance religieuse ? Rien, bien évidemment. L'islam ne sert ici qu'à créer une prétendue communauté d'intérêt entre oppresseurs et opprimés « musulmans » dont le prolétariat de ces régions ne cesse de payer le prix.*

L'islamisme politique comme combat « de substitution » à l'authentique combat de classe a été choisi aussi par des fractions minoritaires de la jeunesse issue de l'immigration en Europe (France et Belgique en particulier). Ici, le ressentiment s'est nourri du chômage de masse et du racisme et s'est trouvé instrumentalisé par certains groupes religieux. La révolte légitime s'est ainsi trouvée enfermée dans le ghetto réactionnaire de l'islam, de l'umma (communauté des croyants), qui a contribué, au même titre que le racisme ambiant, à isoler les révoltés de la population ouvrière d'origine européenne. Situation qui fait finalement le jeu de tous ceux, les gouvernements et leurs maîtres patronaux, qui ont intérêt à la division des exploités. »

Contre révolution fasciste et idiots utiles

La lutte contre l'islamophobie menée par certains secteurs de la gauche et de l'extrême-gauche du capital est un combat qui prétend défendre les masses « musulmanes » opprimées par l'Occident et qui ne fait qu'apporter des arguments en faveur de la division de classe entre prolétaires « occidentalisés » et prolétaires « exclus » pour cause de discrimination religieuse. La lutte contre l'islamophobie renforce en dernière instance les raisons de ceux qui combattent, pour l'Islam politique, les armes à la main et entrave la recomposition révolutionnaire par-dessus les frontières à l'intérieur de la classe ouvrière et avec ses alliés naturels, la petite paysannerie pauvre et les femmes.

Dans l'actuel climat idéologique tendu, la plupart des fractions de l'extrême gauche du capital (staliniens, trotskistes, maoïstes, anarchistes, altermondialistes, « attacistes », etc.) emploient abondamment le concept d'islamophobie. Hier déjà, ces mêmes gauchistes employaient de la même manière le concept tout aussi nuisible et fallacieux de « l'antifasciste démocratique », conçu comme le repoussoir absolu à toute lutte effective, à toute action

⁷ Qui ne tient pas compte des différences entre les multiples variantes au sein du sunnisme et au sein du chiisme, sans parler du kharidjisme.

⁸ Tract « *Combattre le Djihad et la Guerre sainte* » du 08/10/2001. Voir : http://mouvement-communiste.com/documents/MC/Leaflets/tract_011008_contre_la_croisade_et_le_jihad.pdf.

directe, contre le fascisme et le mode de production qui le sous-tend : celui du capitalisme mûr.

Le communisme n'a pas peur de l'Islam, ni d'aucune autre religion, il les critique toutes en tant que forme élémentaire d'une conscience aliénée organisée autour de la foi, d'une fausse conscience qui nie la matière. L'invective à la mode d'islamophobie adressée aux communistes révolutionnaires s'appuie sur une série d'idées fausses et pernicieuses comme celle qui prétend que l'Islam est plus fonctionnel que d'autres religions à la cause des opprimés. Assertion vite balayée lorsqu'on pense aux monarchies pétrolières saoudiennes, au royaume du Maroc ou à la dictature des mollahs en Iran. Plusieurs idéologues islamophiles identifient au sein de l'Islam traditionnel l'apparition d'une sorte de « *nouvelle théologie de la libération* » à l'instar de celle de Camilo Torres et Gustavo Gutiérrez, pour le catholicisme, à partir de 1966. En témoignerait par exemple l'évolution de l'ancien maoïste, Mounir Chafiq, membre du Fatah aujourd'hui à la tête du Congrès nationaliste islamique. Ce personnage représenterait la « *gauche* » de l'islamisme politique qu'il faudrait donc soutenir « *de façon critique* »⁹. Âpre défenseur du nationalisme palestinien, Mounir Chafiq est également lié au Mouvement Islamique de Libération et incarne parfaitement le glissement du gauchisme laïque et pan-arabiste des années 1970 et 1980 vers un islamisme national-socialiste, dont les deux références invariantes sont l'anti-américanisme et la judéophobie.

Depuis bien des années, les régions arabes et persanes connaissent des régimes qui s'apparentent à des régimes fascistes dans leur variantes soviétiques tels les régimes baasistes de Saddam Hussein et d'Hafez El Assad, Nasser, celle de la « *révolution verte* » de Kadhafi et, bien entendu, la république des mollahs en Iran. C'est la disparition de plusieurs de ces dictatures sur fond de faillite historique des révolutions démocratiques de libération nationale et de l'écroulement du bloc impérialiste russe qui a ouvert la voie à l'islamo-fascisme actuel. Ce dernier s'est installé le plus confortablement dans le vide laissé par la chute de ces dictatures laïques ou confessionnelles.

L'islamo-fascisme est l'expression d'un développement insuffisant du capital, du capital commercial le plus arriéré, de la rente et est issu de l'organisation tribale de segments marginaux de la société du capital. Si ceci est vrai, l'idéologie de la lutte entre civilisations que ces groupes matérialiseraient n'est qu'un mauvais remake de la guerre froide, version tiers-mondiste abâtardie. Selon cette conception, ce n'est plus l'Occident capitaliste contre la patrie plus ou moins dégénérée du socialisme réel, mais, l'Occident décadent et mécréant contre l'orient ancestral et l'*umma* régénératrice de l'Islam traditionnel et tribal. Pourtant, cette improbable *umma* est soluble dans le capital qui tantôt la fait survivre en fonction anti prolétarienne, tantôt la combat si elle ose menacer timidement ses intérêts fondamentaux, son processus global de valorisation et son ordre planétaire du travail social. Soutenir l'islamo-fascisme dans toutes ses déclinaisons et tout particulièrement dans sa variante la plus réactionnaire est le contraire exact de la lutte contre le capitalisme et ses expressions impérialistes.

⁹ Voir : <http://liberation-islamique.com/>

Impérialisme

On ne peut reprocher à Lénine ce que ses héritiers auto-proclamés ont fait de ses textes les plus polémiques¹⁰. Ces textes méritent une critique contextuelle¹¹ mais avant d'en arriver là, il faut d'abord critiquer l'emploi erroné et malhonnête qu'en font les gauchistes et anti-impérialistes particulièrement du texte « *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* », écrit à Zurich en 1916.

Celui-ci dans son ouvrage, introduit sa contribution comme étant tant un « *Essai de vulgarisation* » de l'ouvrage « *L'impérialisme* » de l'économiste anglais J. A. Hobson (publié en 1902) et s'inspire également de l'œuvre de Rudolf Hilferding « *Le capital financier* » (publié en 1910). Hobson, économiste social-libéral, partait du constat qu'avec la guerre des Boers (1899-1902) et celle hispano-américaine (1898), se clôturait la phase jeune du capitalisme notamment caractérisée par le processus de la colonisation. Or, vers la fin du 19ème siècle, l'ensemble de la planète est entièrement dominée par le capitalisme. À cette époque, la domination du capital réalisée aux frais des modes de production précédents est en voie d'achèvement. S'ouvre ainsi une période de guerres de repartages afin de se voler les colonies. Hilferding, militant social-démocrate en Autriche puis en Allemagne, voulait mettre à jour les évolutions du capitalisme et notamment l'influence devenue prépondérante du capital financier (par fusion du capital bancaire et du capital industriel) et l'importance des « trusts » et monopoles. Avec comme conséquence pour les États, les politiques extérieures impérialistes.

C'est ce changement dans la nature des guerres, non plus coloniales mais de repartages des colonies qui est appelé « *impérialisme moderne* » pour le différencier de la vieille tendance historique à constituer des empires (l'impérialisme dans son sens étymologique). C'est bien évidemment, la première guerre mondiale qui va exprimer le plus clairement la nature impérialiste de tous les États belligérants et plus largement de tous les États capitalistes. Dès lors, toutes les guerres du capital sont des guerres inter-impérialistes. Dans la phase de la soumission réelle du travail au capital, tous les États capitalistes sont impérialistes, petits ou grands, démocratiques ou dictatoriaux qu'ils soient. C'est pourquoi Lénine lança le mot d'ordre du défaitisme révolutionnaire, et de lutte contre « *sa* » propre bourgeoisie dans tous les camps en présence dans la guerre de 1914-18.

Cette lecture que nous faisons nôtre s'oppose à l'interprétation de l'impérialisme que donnent les gauchistes. Toutefois cette vision restreinte à l'aspect expansionniste de la concurrence entre les États, n'est pas centrale si l'on se réfère au cinq critères établis par Lénine pour caractériser l'impérialisme. De plus, nous ne partageons pas la pertinence des critères de Lénine¹² pour définir la nature impérialiste du capitalisme.

Mais les anti-impérialistes ne reconnaissent que l'impérialisme le plus fort, le plus dominant, aujourd'hui les USA. Cette conception fait de la politique impérialiste une prérogative exclusive d'une partie du capital en absolvant l'autre. Ainsi, les tiers-mondistes vont s'acharner à ne voir que l'impérialisme américain (« *Yankee !* »), comme ennemi du genre

10 Nous pensons ici à « *Que faire ?* », « *La maladie infantile* » et « *L'impérialisme* »

11 Que nous avons commencé dans la Lettre n°24 « *Revue critique de "L'ABC du Communisme"* » mai 2007.

Voir : <http://mouvement-communiste.com/documents/MC/Letters/LTMC0724.pdf>

12 Ibidem.

humain - le grand Satan dans sa version musulmane - dédouanant par-là les impérialismes plus petits ou tenus pour progressistes¹³.

Cette vision unilatérale de l'impérialisme trouve sa source dans la contre-révolution stalinienne pour qui l'URSS, en tant qu'État « ouvrier », ne pouvait pas être impérialiste. Assertion par ailleurs démentie par toutes les actions expansionnistes menées les armes à la main par l'URSS¹⁴ par l'annexion des pays baltes et d'une partie de la Pologne (en conséquence du pacte germano-soviétique) suivie par la constitution du dit bloc soviétique après-guerre (en application des accords de Yalta) jusqu'aux guerres coloniales menées en Afghanistan, en passant par la Hongrie, l'Éthiopie, la Somalie, l'Angola..... Une politique impériale qui était en parfaite continuité avec la politique grand-russe du tsarisme et qui reprise aujourd'hui par le dictateur « démocratique » Poutine.

À l'origine de ces dérives, se trouvent également des reliquats de la question nationale que le capitalisme n'a pu, su, voulu régler une fois pour toutes. Selon la conception de la lutte de libération nationale en permanence, les guerres d'indépendance n'affranchissent pas seulement les peuples de l'oppression coloniale ou néocoloniale mais sont l'arme absolue contre le capitalisme et l'impérialisme (exclusivement « occidental » à leurs yeux). La réalité s'est chargée de balayer ces balivernes. Si on prend l'archétype et le modèle « victorieux » de ces guerres, la deuxième guerre du Vietnam, l'on constate que dès la victoire du Nord, soutenu par la Russie et en mesure moindre par la Chine, sur le Sud inféodé aux USA, le gagnant a envahi, en 1978, son ancien allié cambodgien.

Aujourd'hui, en s'appuyant sur de telles inepties, d'aucuns tentent d'expliquer ou de justifier les attentats et massacres des déclassés de l'islamisme politique comme une « juste » réponse à l'impérialisme occidental et en particulier à celui de la France, pays qu'avec ses petits moyens est néanmoins intervenu ces derniers temps en Afghanistan, au Liban, en Centre-Afrique, au Mali et en Syrie. Certains anti-impérialistes voudraient même rejouer la partition de la guerre d'Algérie, avec ses réseaux de soutiens et la polarisation entre pro et contra. D'autres en profitent pour ressortir le conflit palestinien comme lutte de libération contre une population toute entière qui serait composée exclusivement d'opresseurs et de colons. Tout est prétexte à cautionner le déclenchement de l'État de guerre et du discours belliciste: même l'importation dans l'imaginaire mystifié alimenté par la vulgate l'antisémite de quelques individus issus de banlieues populaires de conflits auxquelles ils s'identifient par défaut sans en payer le prix.

L'ISLAMO-FASCISME EN ACTION

L'islamo-fascisme sur les lieux de production

SNCF

Il y a quelques années, des camarades cheminots de Paris Saint-Lazare nous avaient informés qu'un conducteur, arborant tous les signes d'un islamiste, refusait systématiquement de remettre les clés du train au conducteur suivant lorsqu'il s'agissait d'une femme. La direction de la SNCF l'avait muté ensuite sans sanction. On pouvait considérer ceci comme un fait isolé.

¹³ Un exemple de cette vision unilatérale parmi bien d'autres « *Toute notre action est un cri de guerre contre l'impérialisme et un appel vibrant à l'unité des peuples contre le grand ennemi du genre humain : les États-Unis.* » Ernesto Che Guevara : <http://www.toupie.org/Dictionnaire/Imperialisme.htm>

¹⁴ C'est par exemple Victor Serge, en rupture du trotskisme, qui parlait du « nouvel impérialisme russe ». Cf. le recueil n°50, de ses textes publié par les éditions Spartacus.

RATP

À la RATP, en revanche, chez les conducteurs de bus, le phénomène a pris de l'ampleur dans deux directions : contre les chauffeuses de bus du dépôt de Nanterre, contre les autres chauffeurs de plusieurs dépôts de Seine-Saint-Denis. Dans le premier cas, des chauffeurs s'autoproclament islamistes¹⁵ ont décidé d'ignorer complètement leurs collègues femmes d'abord (refus de serrer la main, refus de simplement se saluer, refus de conduire un bus après elles) pour ensuite commencer les réflexions de plus en plus agressives confinant au harcèlement. Devant le silence de la Direction du dépôt et de la direction, et l'attitude gênée des syndicats, certaines ont été obligées de porter plainte et de rendre publiques ces attitudes. L'affaire est sortie en décembre 2012 et publiée en février 2013 et a connu une couverture nationale après les attentats de novembre 2015.

Vis-à-vis des collègues hommes, il s'est agi, principalement aux terminus des lignes de transformer les WC en lieux de prières improvisés bloquant ainsi les besoins des chauffeurs. Ce serait risible s'il ne s'agissait d'une politique délibérée de faire bloc (face à l'hostilité des autres chauffeurs), d'attirer les hésitants et de crier au racisme.

Il n'y a pas eu à la RATP de tentative de créer un syndicat « islamiste » jaune ni en retour, pour l'instant, d'expulsions. Il est vrai que la Direction de la RATP pratique depuis longtemps le soutien au front syndical des organisations représentatives et s'est toujours opposé à l'existence d'un autre syndicat¹⁶.

Air France

Pour l'instant, l'influence des islamo fascistes se limite à faire pression sur les cantines pour ne pas y servir de plats à base de porc et pour certains personnels de bord à être indifférent au personnel féminin.

Servair

Mais c'est à Servair (filiale restauration d'Air France) que l'islamo-fascisme s'est déployé. Pour acheter la paix sociale vis-à-vis des ouvriers (catégorisés et se catégorisant) comme arabes ou immigrés (alors que la majorité d'entre eux possèdent des papiers français) habitant dans les communes limitrophes de Seine-Saint-Denis a laissé mettre en place une sorte de « contrôle de l'embauche » déguisé, associé à une politique des yeux fermés par rapport aux petits trafics. La direction joue la division entre les différents syndicats (FO, UNSA, CGC) contre la CGT majoritaire. Celle-ci, après plusieurs années de passivité face au phénomène (par peur d'être accusée de racisme), a finalement réagi en expulsant, en décembre 2013, 500 de ses membres (dont une dizaine de délégués de la section Roissy Escales) pour « philo islamisme » et pour certains pour avoir publiquement¹⁷ soutenu Dieudonné dans l'affaire des quenelles.

Les expulsés ont rejoint un nouveau syndicat, le SLICA (*Syndicat Libre et Indépendant du Commissariat Aérien*)¹⁸ en juin 2013. Syndicat qui a été reconnu immédiatement par la direction comme représentatif et conséquemment les ex-délégués CGT

¹⁵ Nous ne sommes pas docteurs en théologie mais nous doutons du fondement et de la compétence en religion de ces chauffeurs.

¹⁶ Ce dont a fait les frais le FN lorsqu'il a voulu, dans la continuité du mouvement de novembre-décembre 1995, créer son propre syndicat : direction et syndicats unis, au nom de l'apolitisme syndical, ont bloqué ces tentatives.

¹⁷ Sur Facebook entre autres. Voir : http://www.liberation.fr/societe/2014/01/30/quenelle-groupee-chez-la-cgt-d-air-france_976686

¹⁸ Voir : <http://www.slicagroupe.fr/> Le SLICA existait de manière confidentielle depuis 2008.

sont devenus des délégués reconnus SLICA. Par ailleurs, lors des élections professionnelles de l'unité Servair 1, le SLICA a déjà recueilli 11,28 % des voix. Concrètement, cela se traduit, au niveau individuel, par une pression exercée contre les femmes (refus de saluer, refus de parler avec), des travailleurs originaires du Maghreb à qui on refuse de parler parce qu'ils ne sont pas musulmans et quelques travailleurs chrétiens d'Orient forcés par la violence de respecter le ramadan. Chez Servair 1, la prière du vendredi est organisée dans les vestiaires (avec horaires affichés) et l'affichage syndical se confond avec l'affichage religieux. Au niveau de l'entreprise, le SLICÀ a déjà refusé de faire grève (quelle que soit la qualité de cette grève) en juillet 2014, permettant à la direction d'avoir un point d'appui. Cela fait suite à son acceptation du projet Transform 2015.

Outre d'agir comme jaunes, les membres du SLICA bénéficient des meilleurs postes (c'est-à-dire pas des postes de préparation des plats où les conditions de travail sont dures), c'est-à-dire ceux où l'on apporte les plats dans les avions pour lesquels les salaires sont confortables (2 500 € mensuels), la durée de travail effective faible (4 heures par jour en moyenne) et où les avantages annexes sont conséquents (10 % des plats sont volés). Lorsque certains agissements ont été découverts, la direction a fait preuve de mansuétude vis-à-vis des coupables.

BILAN

Cela fait plusieurs décennies que de nombreux maires, de droite comme de gauche, achètent des blocs de voix et plus généralement la paix dans les quartiers en s'appuyant et favorisant le communautarisme religieux, quitte à fermer les yeux sur les pratiques criminelles de certains de ces associations et groupements. Dans les usines, sur la même période, le seul problème existant et celui du droit de prier sur les lieux de travail pour les ouvriers se réclamant de l'Islam. Cela a provoqué des crispations parmi les ouvriers : le refus au nom de la laïcité étatique a repoussé certains dans le repli religieux. Mais, lors de luttes, grèves le front ouvrier s'est souvent reconstitué le temps de ce combat uni.

En revanche, on n'avait encore jamais vu un exemple abouti comme celui de Servair où le groupe d'ouvriers se réclamant de l'islam sunnite instaure non seulement une pression quotidienne contre ceux jugés extérieurs mais agissent en briseur de grèves en étant payés en retour par des prébendes patronales. Cela pose un véritable problème aux ouvriers confrontés à ces pratiques : comment s'affronter et résorber ce bloc réactionnaire en leur sein ? La réponse n'est pas simple mais peut s'articuler dans plusieurs directions. Dénoncer sans relâche ces pratiques anti-ouvrières qui font objectivement le jeu des patrons, assurer une auto-défense des collègues les plus fragilisés (femmes, ouvriers appartenant à d'autres minorités) de façon à briser l'omerta imposée de facto, critiquer le fondement religieux de ces pratiques fascistes sans tomber dans la défense de la religion de la laïcité, passer à l'offensive. Cela n'est pas simple aujourd'hui mais c'est la seule voie.

L'islamo-fascisme sur les lieux de reproduction : l'exemple de Molenbeek

De quoi parle-t-on ?

Molenbeek n'est pas une banlieue ou un espace périphérique mais une commune à part entière de Bruxelles, de ce que l'on appelle administrativement la Région de Bruxelles-Capitale. C'est un peu comme si l'on considérait que le 19^{ème} arrondissement de Paris était une banlieue... Sur les 19 communes que compte Bruxelles-Capitale, Molenbeek est parmi les plus densément peuplées avec plus de 16 099 habitants/km² et 96 586 habitants. Avec une population relativement jeune (36 ans d'âge moyen), c'est aussi l'entité de Bruxelles où se cumulent les indicateurs de pauvreté : le chômage des moins de 25 ans est de plus de 36 %, une espérance de vie des plus basses de Bruxelles (78,9 ans en moyenne), en 2013, le revenu moyen par habitant était de 10 069€ (soit plus de 40 % inférieur au niveau national).

Un passé industriel

Molenbeek tire son nom du flamand de Molen (moulin) et Beek (cours d'eau, ruisseau) témoignant ainsi de son passé rural. L'ouverture d'un canal charbonnier reliant Bruxelles à Charleroi (1832) ainsi que le développement du chemin de fer à proximité (1835 et 1872) contribueront au développement industriel et démographique de la commune. Les principaux secteurs d'activité pourvoyeurs d'emploi seront la fabrication métallique, la transformation alimentaire et du bois, la confection, la construction mécanique... De 1845 jusqu'à son apogée vers 1950, le nombre de salariés passera de 967 à 12 692 soit le passage d'environ 8 % de la population de Molenbeek en 1845 à presque 20 % en 1947. Conjointement à cette expansion industrielle, la population ouvrière croîtra tout en subissant des conditions de logement ignominieuses.

C'est dans ce contexte que sera créée la Ligue Ouvrière de Molenbeek (1884) rapidement attachée au Parti Ouvrier Belge (ancêtre du Parti Socialiste). Le POB participera officiellement au pouvoir municipal dès 1899 et ce, conjointement avec les libéraux.

Des années 1960 à nos jours

L'histoire électorale de la commune est marquée par cette alternance entre Socialistes et Libéraux. Toutefois, c'est bien souvent ensemble que la gauche et la droite ont gouverné. Cela peut s'expliquer en partie par le caractère dual de la commune. Ce que certains nomment le « haut » Molenbeek ou le « nouveau » Molenbeek est fort peu marqué par l'histoire industrielle. Ces anciennes terres agricoles et anciens marais ont été aménagées, dans les années 1960, par un entrepreneur proche du maire socialiste de l'époque, E. Machtens. Ces quartiers abritent pour la plupart une population belge d'origine aux revenus supérieurs à ceux des habitants du « vieux » Molenbeek au passé industriel. Le « haut » est le bassin électoral de la droite, tandis que le « Molenbeek historique » est le bassin électoral socialiste. L'écart social entre le « vieux » et le « nouveau » (et même avec le reste de Bruxelles) se comprend aussi à partir du déclin industriel local, qui verra passer le nombre entreprises industrielles de 649 en 1961 à 175 en 1991 ... transformant la composition sociale des quartiers populaires, les ouvriers d'hier laissant place à une armée de réserve, et à des surnuméraires stagnants en voie de « lumpenprolétarisation » créant une division sociale de l'espace

À partir des années 1960, les travailleurs qui auront vu leurs revenus s'améliorer quitteront Molenbeek au profit d'autres territoires comme la banlieue plus aisée. Il est important de comprendre que le phénomène de périurbanisation de Bruxelles s'est fait à l'inverse de nombreuses villes européennes où ceux qui sont restés en centre-ville étaient ceux qui n'avaient pas les moyens d'accéder à la propriété (maison avec jardin, voiture,...) en périphérie urbaine.

Les anciens quartiers ouvriers, en bonne partie délaissés par leurs anciens occupants, ont été repris par des nouveaux. Toutefois, malgré l'arrivée de cette nouvelle population, Bruxelles continuera à se dépeupler jusque dans les années 2000.

Histoire d'une immigration

Les secteurs de l'industrie lourde de la Belgique du 20^{ème} siècle en manque de force de travail devront faire appel à une immigration principalement de travailleurs polonais et italiens. Après avoir importé des travailleurs espagnols et grecs, la Belgique se tournera vers le Maroc en 1964. En 1974, les frontières nationales sont « fermées », les travailleurs non-qualifiés ne seront plus recrutés avec la même intensité. Ces immigrés ont joué non seulement un rôle économique mais également démographique dans un pays vieillissant. Suite au ralentissement du secteur industriel dans les années 1970, les immigrés marocains s'installeront plus dans les villes que les vagues d'immigration précédentes. Ainsi, les quartiers ouvriers de Molenbeek, considérés comme les bas-fonds, serviront de terre d'accueil à ces hommes venus notamment creuser le métro bruxellois.

Les marocains, en l'occupant, ont peu à peu marqué l'espace urbain de leurs codes culturels (type de commerces, associations, lieux de culte, ...), sans pour autant, dans cette première phase, avoir posé un problème « d'intégration ».

En 1984, le nouveau code de la nationalité entre en vigueur, facilitant l'acquisition de la nationalité belge. Il s'agira dorénavant d'attirer cet électorat en créant des listes avec des candidats d'origine marocaine, en soutenant la communauté, voire même en faisant campagne dans les mosquées comme nombre d'élus socialistes (dont P. Moureaux). Les possibilités de regroupement familial et les vagues suivantes de régularisations auront pour effet d'accroître cet électorat.

Terre d'islam ?

Molenbeek compterait plus de 34 000 musulmans (soit 39,3 % de la population de la ville) 22 mosquées, la population d'origine marocaine se considérerait comme musulmane pour l'essentiel (de 73 % à 95 % en fonction des études) et nombre de commerces ont des devantures bilingues (franco-arabe).

Toutefois, la pratique nous éloigne de ces faits visibles, où l'on observe que les croyants retiennent ce qu'ils souhaitent de leur foi opérant ainsi une forme de shopping spirituel dans lequel moins de 5 % des belgo-marocains disent être influencés par un imam. De plus, plus de la moitié d'entre-eux se rend à la mosquée au maximum une fois par mois. La référence religieuse est bien courante mais la pratique religieuse rigoureuse semble éloignée de la vie réelle majoritaire, bien que de plus en plus les stigmates de l'appartenance religieuse se développent en même temps que la réaction communautariste.

Appelé également le Petit Manchester, en référence à son passé industriel, le bas Molenbeek ou encore le Molenbeek historique, est le quartier qui connaît le taux de chômage le plus élevé de la commune, dépassant les 50 % chez les jeunes (18-24ans). L'habitat se compose principalement de logements ouvriers vieillissants et vétustes souvent subdivisés en logements par étage. Quelques blocs de logements sociaux constituent 1/5^{ème} de l'offre, une offre qui reste largement en deçà de la demande sur le plan régional (environ 40 000 demandeurs sur la liste d'attente pour l'ensemble de Bruxelles).

Contrairement aux quartiers du haut-Molenbeek, ce quartier a accueilli les premières familles belgo-marocaines arrivées dans les années 1960-70, suite aux politiques d'embauche, de régularisation et de regroupement familial. La question de la religion se posait moins pour la première génération d'immigrés marocains et ce sans qu'il y ait de véritable politique d'intégration si ce n'est par le travail salarié. Vers 1975, les restrictions sur l'immigration (fin du regroupement familial automatique, politiques de fermeture) et puis la relégation sur le

marché du travail, surtout pour la 2^{ème} génération, ont été vécues comme un racisme donnant naissance à un contre-racisme « anti-belge » et à une réaction communautariste.

Ce nouveau contexte tant économique qu'idéologique va marquer la dynamique sociale et culturelle du quartier, de plus en plus caractérisée par le repli identitaire, la généralisation du port du voile en est l'un des indicateurs le plus visible. A ce contexte morose de récession économique répond le développement d'une économie de la débrouille, une économie au noir s'élevant sur les ruines des rapports sociaux salariés jusque-là stables. Le développement de l'économie illégale va de pair avec la « lumpenprolétarisation » d'une partie de la population et plus particulièrement de la jeunesse, touchée par un haut taux de chômage. Cette rupture entre la première génération et les suivantes fut le moment idéal pour que s'enracinent les idéologies de la réaction et de la frustration : communautarisme, tribalisme, traditionalisme etc.

Dans ce processus de repli communautaire entre en scène un islam politique de plus en plus virulent, un islam organisé qui tente de conquérir la société civile en occupant l'espace public et privé. Ainsi, dans ce quartier devenu « ghetto », l'homogénéité sociale et religieuse a été renforcée par le clientélisme du pouvoir communal qui y voyait un électorat facile à fixer et à séduire. Pour ce faire, les islamo-gauchistes du parti socialiste molenbeekois n'hésiteront pas à franchir certaines limites, allant jusqu'à irriter leur aile laïco-progressiste comme en témoigne l'annulation de la conférence sur le « sionisme » en 2013. Une annulation due au caractère antisémite de l'affiche proposée qui fut un coup de publicité pour les islamo-fascistes et une opportunité que s'offraient les élus locaux pour conforter leur électorat dans un antisémitisme de plus en plus décomplexé, confirmant ainsi les ponts entre islamo-fascisme et islamo-gauchisme. Toujours dans la même perspective d'harmonisation, les associations ont obtenu des subventions et ont formé progressivement, depuis une vingtaine d'années, une véritable toile d'araignée ; un maillage qui maintient un tissu social de type communautariste et religieux à travers cafés, mosquées, commerces, écoles coraniques, cours d'arabe, salles de sport, ...soit autant de paravents pour la diffusion du prosélytisme religieux (on notera le démantèlement récent d'une centaine de ces associations molenbeekoises).

Aujourd'hui

L'islam politique est donc organisé à Molenbeek depuis au moins 20 ans. Un terreau propice à un islam plus violent ce dont témoignent les trajectoires de différentes figures récentes du djihadisme. Pour ce qui est de sa variante salafiste, le Centre islamique belge (CIB) dirigé, au début des années 2000 par le cheikh franco-syrien Ayachi Bassam, a été un lieu de concentration et une filière de recrutement djihadiste pour Al Qaeda. Abdessatar Dahmane, l'un des assassins du commandant Massoud a longtemps vécu à Molenbeek avant de partir en Afghanistan. Plus récemment, Hassan El Hadri, commanditaire des attentats de Madrid en 2004 tout comme Medhi Nemmouch, le tueur antisémite du musée juif, ont également vécu à Molenbeek. Enfin bien avant les attentats de Paris en 2015, Abdelhamid Abaaoud figure importante de l'État islamique et commanditaire de ces dernières tueries de masse a eu l'occasion de fraterniser avec Salah et Brahim Abdelsam lorsqu'ils tenaient les murs du Bas-Molenbeek.

L'islam devient prétexte pour la racaille islamo-fasciste d'ennoblir sa nouvelle cause ainsi que le prouve l'interview dans laquelle une journaliste, restée deux mois en immersion à Molenbeek, demande à un jeune dealer s'il se pense victime de sa situation, la réponse est pour le moins claire : *« Même si les Belges nous donneraient du travail, on refuserait. Il est trop tard ! (...) Les vraies victimes, c'est les Belges. Vrai de vrai, on a pitié d'eux. Chaque matin, ils sont dans les bouchons, ils doivent obéir à leurs patrons, et au total, ils n'arrivent pas à s'en sortir à la fin du mois. (...) Pauvres gens... nous on a mieux : on travaille au noir, pas trop d'heures, on ne paye pas un euro d'impôts. Pas de problème, quoi (...) tu n'imagines*

pas tout ce qui se trafique ici : drogues, voitures, papiers, et toutes sortes de contrebande. Tu ne crèveras pas de faim à Molenbeek. »¹⁹

Cette réponse est un pied de nez à tous les sociologues et autres spécialistes qui considèrent ces jeunes zonards de manière angélique et simpliste comme des « victimes opprimées » ou des « exclus ». En faisant l'apologie d'un choix sans principe, si ce n'est l'appât du gain facile, le dealer à la petite semaine, se justifie par un mépris profond du prolétaire. Il devient par là une cible idéale pour les recruteurs qui n'auront qu'à stimuler sa lâcheté, sa bêtise et son repli identitaire. Avant d'éventuellement se transformer en bombe humaine, ces petits caïds sont les bourreaux de leur propre communauté en faisant le jeu de la division raciale, du contrôle social et de la violence envers les femmes. Recluses au foyer dès le soir tombé, absentes des cafés et autres espaces réservés aux mâles, ces dernières paient le prix fort et en sont les premières victimes. La seule réponse possible, pour en finir avec eux, est que les habitants combattent eux-mêmes les islamo-fascistes là où ils prospèrent, en attaquant leur business, en reprenant la main sur les espaces qui jusqu'ici étaient sous leur contrôle et ce sans compter sur l'État et sa police.

La pratique du racket, le vol crapuleux et violent sur le plus faible que soi, l'antisémitisme, le racisme anti-blanc, tels sont les traits ignobles que partagent les Mehdi Nemmouche, Salah Abdelsam, Fouad Belkacem et compagnie. La conversion à l'islam n'étant qu'un prétexte pour poursuivre leur but avec un vernis de légitimité. En s'adonnant à des tueries de masse, visant lâchement des prolétaires dans les cafés, les transports ou les espaces publics, l'islamo-fasciste poursuit en quelque sorte ce qu'il avait déjà pu expérimenter à moindre intensité dans sa vie de petit caïd. De ce fait, comme en d'autres lieux, le ghetto du bas-Molenbeek constitue le terrain de jeu idéal où se reproduisent la petite racaille, l'armée de réserve de l'État Islamique comme pur produit du pourrissement des relations sociales.

¹⁹ Tiré de « *En immersion à Molenbeek* » Hind Fraihi, éditions de La Découverte, paris mars 2016.

LISTE DES PUBLICATIONS

DOCUMENTS DE TRAVAIL

N°1	Les 35 heures contre le prolétariat –Considérations liminaires sur les agitations des chômeurs	Juin 1998	gratuit
N°2	Nazisme et question ouvrière	Juin 2001	2 €
N°3	Modalités de l’exploitation capitaliste	Juin 2001	2 €
N°4	Critique du « concept » de la nouvelle économie	Juin 2001	2 €
N°5	Argentine : Développement du capitalisme et lutte des classes/Péronisme et classisme/Dépasser l’Argentinazo	Juin 2003	5 €
N°6	L’antimondialisation, variante moderne dégénérée du socialisme petit-bourgeois	Juin 2003	2 €
N°7	Égypte : un coup d’État au nom du peuple et de la démocratie	Novembre 2013	1 €
N°8	Question des migrants : réalité du marché du travail contre nationalisme de la société civile	Mai 2016	1 €
N°9	Islamofascisme : Définition, utilisation, soutiens et actions dans les entreprises et les quartiers	Octobre 2016	1 €

« Si la classe ouvrière lâchait pied, dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure »

Karl MARX,
Salaire prix et profit, 1865